



LABORATOIRE DE SOCIOLOGIE
D'ANTHROPOLOGIE
ET D'ETUDES AFRICAINES

LASANEA



REVUE DEZAN

VOLUME 8, NUMERO 1, 2020

UAC, Juin 2020

DEZAN

VOLUME 8, NUMERO 1, 2020

UAC, Juin 2020

Toute correspondance est adressée au :
Comité de Rédaction de la revue DEZAN
01 BP 526 Cotonou, République du Bénin
revuedezean@yahoo.fr

Toute reproduction sous quelle forme que ce soit est interdite et de ce fait passible des peines prévues par la loi 84-003 du 15 mars 1984 relative à la production du droit d'auteur en République du Bénin.

ISSN 1840-717-X DU 4^{ème} trimestre

Dépôt Légal N°6378 du 4^{ème} trimestre

Ce numéro a été réalisé grâce à l'engagement, aux conseils et observations d'enseignants et chercheurs du Département de Sociologie-Anthropologie et d'autres entités de la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université d'Abomey Calavi.

Nous tenons à témoigner de notre reconnaissance aux **Professeurs Michel BOKO, Guy Ossito MIDIOHOUAN, Ambroise MEDEGAN, Bertin YEHOUEYOU et Maxime da CRUZ.**

Dr. Narcisse YEDJI et Romuald T. SOSSOU ont assuré le recueil, l'agencement et la mise en forme des textes. Le tout, sous la supervision du Rédacteur en Chef par intérim **Dr. Codjo Timothée TOGBE**

REVUE DEZAN <i>Volume 8, NUMERO 1, Juin 2020</i>
--

Directeur de publication

Dr. IMOROU Abou-Bakari (MC)
Maitre de Conférences des Universités (CAMES)

Rédacteur en Chef par intérim

Dr.Codjo Timothée TOGBE
Maitre Assistant des Universités (CAMES)

Comité Scientifique

Pr. Michel BOKO (Bénin), Pr. Prospère I. LALEYE (Sénégal),
 Pr. Albert TINGBE-AZALOU MC (Bénin), Pr. Francis AKINDES (Côte d'Ivoire),
 Pr. Maxime Da CRUZ (Bénin), Pr. Thomas BIERSCHEK (Allemagne), Pr
 Yendoukoa Lalle LARE, MC (Togo), Pr. Albert NOUHOUAYI (Bénin), Gautier
 BIAOU, MC (Bénin), Pr. Mamoudou IGUE (Bénin), DANIQUE TAMASSE Roger,
 MC (Togo), MONGBO Rock (Bénin), Pr. Issiaka KONE (Côte d'Ivoire), Pr. Séri
 DEDY, Pr. Elisabeth FOURN (BENIN), Alkassoum MAIGA (BURKINA FASO)
 et Pr. Lolouvou Foly HÉTCHÉLI (TOGO) , HOUNGNIHIN Rock

Comité de Lecture

Pr Toussaint TCHITCHI (Bénin), Pr. Sylvain ANIGNIKIN Bénin),
 Pr. Paulin T. HOUSSOUNOU (Bénin), Pr. Albert TINGBE AZALOU, MC
 (Bénin), Pr Roch Gnahoui DAVID (Sénégal), IGUE Babatundé Charlemagne
 (Bénin), MIDIOHOUAN Guy Ossito (Bénin), MEDEGAN Ambroise (Bénin)

Recueil, agencement et mise en forme des textes

Dr. Narcisse YEDJI & Tokandé Romuald SOSSOU

SOMMAIRE

LE COMMERCE TRANSFRONTALIER DU POISSON TRANSFORME ENTRE LA COTE D'IVOIRE ET LE GHANA, _____	7
Aboya Narcisse & Kanga Koco Marie Jeanne	
SOIGNANTS ET VECUS DU BURNOUT A LA CLINIQUE UNIVERSITAIRE DE GYNECOLOGIE OBSTETRIQUE (CUGO) DE COTONOU _____	25
Alphonse Mingnimon AFFO, Elwis Roland ASSOGBA & Grégoire Magloire GANSOU	
PRATIQUE DU RITE ASEN CHEZ LES FON DE OUIDAH : ENTRE SACRALITE ET SYMBOLISME IDENTITAIRE _____	45
John AKINTOLA	
L'ACCES A L'EAU POTABLE ET SES INCIDENCES SOCIO-ENVIRONNEMENTALES DANS LE PREMIER ARRONDISSEMENT DE LA COMMUNE DE DJOUGOU AU NORD DU BENIN _____	59
AKIYO Offin Lié Rufin	
GLOBALISATION DES MŒURS, GOUVERNABILITE ET INCIVISME DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES A OUAGADOUGOU _____	75
Yisso Fidèle BACYE & Moubassiré SIGUE	
STRATEGIES D'ORGANISATION DE LA SECURITE AUTOUR DES MARCHES FORAINS DE BROBO EN COTE D'IVOIRE _____	95
BALLY Claude Koré	
FACTEURS SOCIAUX LIMITANT L'ADHESION DES FEMMES AUX COOPERATIVES PAYSANNES A AKPRO-MISSERETE AU SUD DU BENIN _____	113
BENON MONRA ABDOULAYE	
LA VERTU COMME VÉRITABLE RICHESSE DES ÉTATS CHEZ PLATON _____	129
BROU Nanou Pierre	
« IYAWO » DE KETOU AU BENIN: ENTRE HERITAGE CULTUREL ET AUTONOMISATION FINANCIERE _____	149
Cabiratou OGOUBIYI, Donald V. B. CHAOU & Dodji AMOUZOUVI	
RADIOSCOPIE D'UNE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE AUX FINS DE VALORISATION DES RÉSULTATS DE RECHERCHE AU BURKINA FASO _____	165
Tionyéfé FAYAMA, Mariétou SORY & Flavienne Valérie SAWADO	
GENRE ET GESTION INTEGREE DES DECHETS SOLIDES (BALLES) ISSUS DE LA TRANSFORMATION DU RIZ DANS LES COLLECTIVITES TERRITORIALES DE L'ATACORA AU BENIN _____	191
Appolinaire D. GNANVI	
ORGANISATION DU SYSTEME DE SANTE EN MILIEU RURAL AU BURKINA FASO ET LOGIQUES D'ACTEURS : UNE LECTURE A PARTIR DE LA STREET LEVEL BUREAUCRACY _____	211
Sidbéwendin David Olivier ILBOUDO	
PATRIMOINE ARCHITECTURAL URBAIN DE LA VILLE DE ZINDER : ROLE ET SIGNIFICATION DE L'HABITAT TRADITIONNEL DU DEDANS AU DEHORS _____	231
Issoufou ISSA	
MOBILES EXPLICATIFS DE LA MONETARISATION DES TRANSACTIONS FONCIERES CHEZ LES NIABOUA DE TAPEGUHE DANS LE CENTRE OUEST IVOIRIEN _____	247
Arsène KADJO ; Koffi Noël KOUASSI & Kounadi TRAORE	
CONSTRUCTION DE L'IDENTITE RELIGIEUSE DÁÁGBÓVI AU SEIN DE LA TRES SAINTE EGLISE DE JESUS-CHRIST AU SUD-BENIN _____	263
KOKOU Bessan Florentin, AFADJINOU Horace & AKINTOLA John	

LES UNIVERSITÉS PUBLIQUES IVOIRIENNES DANS LA COOPÉRATION CÔTE D'IVOIRE-JAPON DE 1983 À NOS JOURS _____	277
N'Dri Laurent KOUAKOU	
RESISTANCE DES ACTEURS SOCIAUX AUX RECOMMANDATIONS DE LA MEDECINE MODERNE POUR LA GESTION DE LA GROSSESSE A TOFFO _____	303
LALY Ambroise, CADASSOU Marcien K. S. , IMOROU Abou-Bakari & HOUNGNIHIN A. Roch	
FACTEURS LOCAUX DES ALEAS CLIMATIQUES ET MESURES D'ADAPTATION DES POPULATIONS DU DEPARTEMENT DES COLLINES AU BENIN _____	327
MAKPONSE Makpondéou	
GOUVERNANCE LOCALE DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL DANS LES COMMUNES DE LALO, KLOUEKAMEY ET TOVIKLIN (MOYEN-COUFFO) AU SUD DU BENIN _____	353
Brice Hugues Serge MARIANO & Marius K. VODOUNNON TOTIN	
DOULEUR CHRONIQUE : DES RÉALITÉS CULTURELLES AUX FONCTIONNEMENTS PSYCHIQUES DU SOIGNANT-SOIGNÉ À L'HÔPITAL D'INSTRUCTION DES ARMÉES DE COTONOU (BÉNIN) _____	369
MEHINTO Michel Mètonou	
ESSOR DE L'HEVEACULTURE EN COTE D'IVOIRE : DEVELOPPEMENT DES CONTRATS DE PRET DE TERRE CONTRE ENTRETIEN DE JEUNES PLANTS ET DE MISE EN GAGE EN SITUATION DE RECONVERSION CULTURALE _____	393
MLAN Konan Séverin	
MOUVEMENTS SOCIOPOLITIQUES AU TOGO : QUEL AGIR STRATEGIQUE ET COMMUNICATIONNEL DES ACTEURS POLITIQUES ? _____	413
Gbati NAPO	
LES ENFANTS ORPHELINS ET REBELLES DANS LES CONTES AFRICAINS : CANON D'UNE MORALE DE DIDACTISATION _____	435
Konan Germain N'GUESSAN	
LE MAGHREB AU VIIIème SIECLE : RESISTANCES A L'IDEAL ISLAMIQUE D'UNITE (720-745) _____	453
Nogbou M'domou Eric	
ENFANT, MALADIE ET GUERISON A LOUGSI (BURKINA FASO) : L'ANTHROPOLOGIE ET LA TRANSITION DES PRATIQUES DE SANTE PUBLIQUE _____	473
Natéwindé SAWADOGO	
DYNAMIQUE DES VECUS SOCIO-CULTURELS ET RAPPORT A L'ECOLE DES SENOFO MIGRANTS DANS LA ZONE FORESTIERE DE LA COTE D'IVOIRE ____	495
SILUE Abou	
VALEURS RELIGIEUSES ET LAÏCITE _____	525
TAYORO Gbotta	
CONCILIATION VIE FAMILIALE ET VIE PROFESSIONNELLE : UN DEFII POUR LES FEMMES SOIGNANTES DU SECTEUR PUBLIC DE LA SANTE A LOME _____	547
TOUDEKA Ayawavi Sitsopé & GNOUMOU THIOMBIANO Bilampoa	
GESTION DE FLUX DES ELEVES AU NIVEAU DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL AU MALI : INNOVATION OU ENSEIGNEMENT AU RABAIS ? _	569
Ibrahima TRAORE	
INTEGRATION DU GENRE DANS L'AFFERMAGE DES OUVRAGES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DANS LA COMMUNE DE KLOUEKANME _____	585
GBOYOU G. Nestor ; TOBADA Alexis Babyilas ; GOMEZ COUAMI Ansèque & VISSIN Expédit Wilfrid	

GENRE ET GESTION INTEGREE DES DECHETS SOLIDES (BALLES) ISSUS DE LA TRANSFORMATION DU RIZ DANS LES COLLECTIVITES TERRITORIALES DE L'ATACORA AU BENIN

Appolinaire D. GNANVI

Département de Sociologie-Anthropologie (DS-A), Faculté des Sciences Sociales et Humaines (FASHS), Université d'Abomey-Calavi (UAC), Laboratoire de Recherche en Religion, Espace et Développement (LARRED), gnaviappolinaire@yahoo.fr, Tel : +00229 97 19 24 64

Résumé

La division sexuée du travail limite souvent l'accès des femmes aux opportunités d'emplois liées aux économies en transition, surtout dans le domaine des sciences et de la technologie. Dans le cadre de la territorialisation du secteur agricole, comment se concilient les activités des femmes transformatrices de riz des collectivités locales de l'Atacora avec le processus de protection de l'environnement et de fertilisation du sol ? Le présent article, en se référant à la capitalisation des données de 2012 à 2017 dans les communes de Natitingou, Matéri, Tanguiéta, Boukombé Kouandé et Kérou, tente, sous l'angle de la sociologie des mutations, d'asseoir une analyse multifacteurs de l'étuvage du riz comme une innovation technologique, qui associe la gestion environnementale et l'autonomisation des femmes à travers l'adaptation et l'atténuation au changement climatique. L'on retient que les femmes ont moins accès aux technologies climatiques, à cause de traditions patriarcales ou de moyens financiers, qui limitent l'intégration de projets transformant les relations genre dans les mécanismes de développement local. Dans cette perspective, la prise en compte des femmes dans les processus déterminant les priorités de financement devient indispensable pour reconnaître et mettre à l'échelle les savoirs traditionnels, les innovations et les technologies développés au niveau local.

Mots-clés : Genre, gestion intégrée, transformation du riz, collectivités territoriales, Atacora

GENDER AND INTEGRATED MANAGEMENT OF SOLID WASTE (BALLS) FROM RICE PROCESSING IN THE TERRITORIAL COMMUNITIES OF ATACORA IN BENIN

Abstract

The gender division of labor often limits women's access to employment opportunities related to economies in transition, especially in science and technology. In the context of the territorialization of the agricultural sector, how do the activities of the rice-processing women of the local Atacora communities be reconciled with the process of environmental protection and soil fertilization? This article, referring to the capitalization of the data from 2012 to 2017 in the communes of Natitingou, Material, Tanguiéta, Boukombe Kouandé and Kérou, tries, from the angle of the sociology of mutations, to establish a multicriteria analysis of rice parboiling as a technological innovation, which combines environmental management and women's empowerment through adaptation and mitigation to climate change. It is noted that women have less access to climate technologies, because of patriarchal traditions or financial means, which limit the integration of projects transforming gender relations in local development mechanisms. In this perspective, the inclusion of women in processes that determine funding priorities becomes essential to recognize and scale up traditional knowledge, innovations and locally developed technologies.

Keywords: Gender, integrated management, rice processing, local authorities, Atacora

Introduction

Le genre est une discussion omniprésente dans les écrits scientifiques (articles, formations, colloques, etc.). Mais, les approches théoriques affectent directement les populations par l'utilisation que font certains acteurs locaux et internationaux des principes relatifs aux rapports sociaux du genre humain et l'autonomisation des femmes. A cet effet, la conférence de Rio en 1992 énonce un ensemble de 27 principes visant à traduire des politiques et des pratiques en développement durable. Parmi ces principes, figurent : la responsabilité, la solidarité, la participation, la précaution et la subsidiarité. L'un des principes les plus évoqués est la participation où se niche celle de l'intégration de l'approche genre dans les projets de développement. De par son caractère transversal, le genre reste une notion interactive qui opère dans toutes les sphères de la société et fait

référence à une construction politique et sociale de la différence des sexes. Il renvoie de ce fait à la classification sociale et culturelle entre masculin et féminin (UNESCO, 2008 : p. 1). Cette classification est traduite dans les relations sociales et devient une problématique de développement du fait que ses retombés ne sont pas profitables de la même manière aux hommes et aux femmes. Selon I. Drainville (2001 : p. 5), le genre peut être résumé en trois constats :

Un premier constat majeur est la reconnaissance mondiale qui est faite de l'état de subordination dans lequel les femmes vivent. Un deuxième constat est l'incapacité des femmes à répondre à leurs besoins en tant que principales responsables de l'éducation et des soins aux enfants. Un troisième constat est la quasi-invisibilité du travail des femmes et la non-reconnaissance par l'état et la société car ce travail n'est pas comptabilisé comme de la productivité mais bien comme un devoir naturel.

Au regard de ce qui précède, le fondement de cette réflexion sur le genre revoit, d'abord, l'implication des femmes dans les projets verts, afin de répondre aux défis des économies locales, justes et durables, fondées sur la préservation des écosystèmes et des savoir-faire traditionnels. Ensuite, face aux effets néfastes des changements climatiques, les stratégies d'adaptation pour répondre aux besoins des communautés locales nécessitent une articulation entre la trilogie : moyens financiers, transferts de technologies et renforcement de capacités. Enfin, la prise en compte des écosystèmes et l'intégration de l'analyse genre dans les programmes d'adaptation rendraient les femmes davantage actrices de la résilience climatique. Parmi les approches qui ont contribué à relever les défis, l'approche Genre et Développement (GED) des années 1980 s'est focalisée sur les relations entre les hommes et les femmes comme objet, sur les relations inégales comme problème, sur le développement soutenable et équitable comme objectif et sur le pouvoir des groupes désavantagés (avec un accent sur les besoins stratégiques du genre) (Centre international de formation de l'OIT, 2013 : p. 20). Par ailleurs, les Etudes prospectives, Bénin - Alafia 2025, se sont intéressées à la question, en mettant en exergue les valeurs sociales positives sur lesquelles les dirigeants politiques peuvent s'appuyer pour un développement harmonieux du pays. En mettant l'accent sur le bien-être social, elles insistent sur les stratégies de renforcement de la lutte contre la pauvreté qui passe, entre autres, par la promotion de la femme. Tout récemment, le Programme d'Adaptation des Villes au Changement Climatique (PAVICC) propose

d'analyser la demande, les pratiques sociales et spatiales des femmes et des hommes, ainsi que les interactions, afin de mesurer les interventions et les investissements nécessaires ; d'adopter une approche participative, que ce soit pour le diagnostic ou encore pour la mise en œuvre du projet ; de prendre en compte l'approche genre dans les relations inter-acteurs.

Le genre doit donc faire partie des préoccupations transversales de toute initiative de développement et de gestion durable des ressources, car cela favorise, à la fois, la prise en compte et la mutualisation des capacités distinctes des hommes et des femmes, vu qu'ils ont des besoins et des intérêts spécifiques (Le Monde selon les femmes, 2015 : p. 15). Pour le Center for Development and Population Activities (CEDPA, 1997, p. 20), il convient d'élaborer des stratégies visant à réaliser l'équité des rapports entre les sexes en examinant le rôle des femmes à travers les travaux productifs, les travaux familiaux et la gestion communautaire.

Cet article fait une analyse genre dans la mise en œuvre d'un projet de développement au niveau local. Le principal problème, objet de ce projet, est la mauvaise gestion des balles de riz qui encombrant les unités de transformation de riz et qui, éparpillées par le vent, polluent l'environnement autour de ces unités. Cette recherche analyse l'implication des femmes dans la filière riz et leurs apports au développement, ainsi que les bénéfices qu'elles en tirent à travers la gestion et la transformation des balles de riz. Il s'agira dans un premier temps de présenter la filière dans les localités touchées par le projet. Deuxièmement, d'apprécier la place qu'occupent les femmes dans le développement de cette filière. Troisièmement, de faire ressortir les conditions de vie des femmes dans les localités concernées.

1- Démarche méthodologique

La gestion intégrée des déchets dans ce contexte a été assujettie à une analyse genre qui se réfère aux paliers Economique, Sociale, Politique, Environnementale, Culturelle et Technologique (ESPECT). Il s'agit d'une analyse multi-facteurs qui positionne, de façon transversale, le genre afin d'apprécier le chemin du changement et les impacts induits par le projet sur les rapports entre les hommes et les femmes. La mise en œuvre des activités du projet et les conséquences sur les localités concernées met en relief les relations sociales entre les acteurs. Cela a permis d'établir la différence entre les indicateurs de références. Cette différenciation est influencée par l'ethnie, la classe, l'âge, la caste, la religion, l'économie, l'éducation, le contexte. Cette tendance fait

ressortir les traditions patriarcales et la dynamique de socialisation des communes concernées. Les localités où cette recherche s'est déroulée sont ceux couverts par le projet GERME et ont été retenues sur la base d'un choix raisonné. Il s'agit de : Boukoubé, Matéri et Tanguiéta de la zone agro-écologique 3 qui est très favorable à la production du riz. Outre le fait que ces trois communes se situent dans une zone agro-écologique propice à la culture de cette céréale, il convient de préciser que ces trois communes disposent aussi de nombreux équipements et installations pour la transformation du riz. Les localités de Kérou, Kouandé et Péhunco, bien que n'appartenant pas à cette zone agro-écologique, mais plutôt à la zone agro-écologique 2, où c'est plus le coton qui est cultivé, ont été choisies parce que la filière riz représente la 2^{ème} culture après celle du coton. Ces trois communes de par leur situation géographique sont aussi d'excellents lieux pour la duplication et la mise à l'échelle de l'innovation technologique du projet vers les autres communes. Aussi, ces localités ont-elles bénéficié, dans le cadre de l'atténuation de la crise alimentaire de 2008, de plusieurs projets comme le Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PASA) ; le Programme de promotion de l'Agriculture (ProAgri) de la GIZ sur financement de la Commission Européenne ; la Facilité d'Appui aux Filières Agricoles (FAFA) ; la Facilité d'Appui aux Investissements Agricoles (FAIA) et le Programme de promotion des Filières (ProFI) pilotés par la Coopération Technique Belge (CTB) actuel Enabel ; le Projet d'Aménagement Hydro Agricole piloté par l'ONG Protos, les Entreprises de Services et Organisations de Producteurs(ESOP) appuyées par Entreprises, Territoires et Développement(ETD) et le Projet d'Appui à la Diversification Agricole (PADA). Ces interventions ont permis aux acteurs de la filière riz de profiter des appuis à travers l'aménagement des bas-fonds, la mise en place d'une vingtaine de mini-rizeries, la mise en place d'une trentaine de décortiqueuses. On note aussi qu'avec l'appui de la PADA, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), de Enabel et de Protos, des aménagements agricoles ont été réalisés avec la mise en place de plus d'une vingtaine d'unités de transformation et d'une centaine de groupements de femmes actives dans l'étuvage du riz. Tout ceci favorise l'accroissement du niveau de transformation, mais fait craindre une forte production des déchets (balles), engendrant la pollution de l'environnement, ainsi qu'une accélération de la désertification. De plus, toutes les communes bénéficiaires du projet sont situées à proximité d'un des plus grands parcs animaliers du

Bénin qui est la Réserve de Biosphère de la Pendjari. Mais, avec l'augmentation de l'utilisation du bois-énergie pour la consommation domestique et la transformation du riz qui s'est développée considérablement ces dernières années, ce parc subit d'énormes effets anthropiques.

Pour cerner les contours de cette recherche, plusieurs catégories d'acteurs intervenant dans la filière riz au niveau de ces six territoires d'implémentation du projet ont été interrogées. Il s'agit des transformateurs (trices) de riz, des producteurs (trices) de riz, des écoliers qui sont affiliés aux cantines scolaires, des femmes productrices de bois de charbon et des forgerons. En dehors de ces acteurs, les responsables de l'ONG GERME en charge du projet de transformation du riz et les Partenaires Techniques et Financiers, notamment Enabel et les autorités locales ont été interviewés.

Les techniques d'échantillonnage retenues sont : l'échantillonnage par grappe qui a permis de définir les lots de personnes à questionner par commune (chaque commune étant considérée comme une grappe), par choix raisonné pour retenir les catégories de personnes à enquêter par commune et par boules de neige pour questionner les personnes les mieux renseignés par commune. Au niveau de chaque commune, la composition selon les groupements représente les strates, et en fonction de la composition des groupements, la taille de l'échantillon à interroger pour atteindre les 10% a été déterminée. Après avoir retenue 10% de chaque catégorie d'acteurs, la taille totale de l'échantillon s'élève à 329 personnes, comme le présente le tableau ci-dessous.

Tableau I : Echantillon de la recherche

Catégories d'acteurs	Population	Echantillon	Intérêt pour la recherche
Transformatrices de riz	1670	167	Renseignements sur les avantages et inconvénients du changement des pratiques de transformation.
Productrices de riz	838	83	Information sur l'utilité des produits introduits par le projet comme le biochar.
Jeunes filles	600	60	Information sur l'utilisation des foyers Sourou et des briquettes et permettront de ce renseigner sur la conscience qu'ont les enfants des dangers qui

Catégories d'acteurs	Population	Echantillon	Intérêt pour la recherche
			pèsent sur l'environnement.
Productrices de charbon	100	10	Information sur les avantages et inconvénients entre la production du charbon et la production du biocharbon.
Responsables de l'ONG GERME		01	Informations sur le déroulement du projet dans les communes ciblées.
Représentants Enabel		02	Ce sont les PTF, ils permettront de valider la véracité des informations obtenues auprès des responsables de l'ONG GERME et d'obtenir des informations macros.
Autorités locales (Agents de la mairie)		06	Avis sur les avantages et inconvénients de ce projet pour leurs localités.
Total	3208	329	

Source : Données de terrain, 2018

L'analyse et le traitement des données a été fait sous le logiciel sphinx suivant trois opérations. D'abord, il a permis de concevoir le masque de saisie en fonction des indicateurs pertinents à renseigner. Ensuite, de faire la compilation et la catégorisation des données quantitatives. Enfin, de souligner la fréquence de concepts renseignant les indicateurs sur la base de l'étude lexicale d'une partie des verbatim collectées. Les figures ont été réalisées avec le logiciel Excel.

2- Résultats et discussions

2.1- Le genre, une notion transversale et multi-référentielle

Dans les domaines de l'environnement et de l'économie générale, la gestion intégrée désigne un mode de gestion de certaines activités qui incorpore, dès la phase de conception, l'ensemble des facteurs écologiques, économiques et sociaux qui leur sont liés. En évaluant l'ensemble de ses conséquences sur un milieu donné, il apparaît que la gestion intégrée contribue à économiser temps, espace et moyens de production et à diminuer les pertes en matière d'énergies et de ressources naturelles. La frontière entre déchet et non-déchet reste floue et constitue une entrave à l'émergence d'une économie du

recyclage performante. Dans le cadre de cette recherche, les déchets sont les balles de riz et les acteurs du recyclage sont les femmes et les hommes qui interviennent dans ce secteur. Les rapports sociaux qu'entretiennent ces derniers dans la transformation des déchets font transparaître des besoins pratiques et les intérêts stratégiques des hommes et des femmes et font le lien avec les institutions et les agents de développement des collectivités territoriales en étude. L'approche genre est donc assez difficile à cerner. En tant que concept, l'approche Genre analyse les rapports de pouvoirs entre les femmes et les hommes basés sur l'assignation des rôles socialement construits en fonction du sexe. En tant qu'objectif, l'approche Genre promeut l'égalité des droits, ainsi qu'un partage équitable des ressources et responsabilités entre les femmes et les hommes. En tant que méthodologie, l'approche Genre produit une analyse comparée de la situation des femmes et des hommes, tant d'un point de vue économique que social, culturel et politique. Elle est transversale et aborde tous les paliers du développement. Elle conduit à la remise en cause des représentations et pratiques inégalitaires, individuelles et collectives.

Une analyse genre vise à comprendre et à faire ressortir les inégalités existantes, comment elles s'expriment dans les relations personnelles que les femmes et les hommes établissent, ainsi que dans la société, comment les relations entre les sexes sont institutionnalisées en vue de planifier le changement pour une grande égalité dans le développement. Elle est une méthode organisée pour tenir compte des questions de genre dans tout le processus de développement d'un programme, depuis la conceptualisation jusqu'à l'évaluation en passant par l'identification des besoins, la conception et la mise en œuvre ; l'objectif étant de s'assurer que les projets et les programmes de développement tiennent pleinement compte des rôles, des besoins et de la participation des femmes et des hommes. Elle exige que l'on sépare par sexe, les données et les informations (données désagrégées) et que l'on comprenne comment le travail est réparti en fonction du sexe. L'analyse genre est indispensable à toutes les étapes du processus de développement. La structuration des données obtenues grâce à l'analyse genre peut être faite selon différents cadres. Ainsi, si certains cadres, dont le cadre analytique de Harvard, se concentrent sur les rôles sociaux (c'est-à-dire la division du travail et la répartition des ressources selon le genre), d'autres, comme l'approche des relations sociales, visent les rapports sociaux (c'est-à-dire les relations que les gens entretiennent entre eux, les rapports de pouvoir, le pouvoir de négociation, etc.) et d'autres encore, une combinaison de ces deux dimensions d'analyse. L'analyse du genre nécessite la précision des

indicateurs à prendre en compte. Différents indicateurs existent depuis le niveau international jusqu'au niveau local. Puisque cette recherche s'effectue au niveau local, les indicateurs sensibles au genre mettent en relief les facteurs quantitatifs ou qualitatifs qui constituent un moyen de mesurer les progrès, d'exprimer les changements liés aux interventions du projet afin d'apprécier la performance des acteurs du développement. Ainsi, les ressources mises à disposition du projet (fonds, services, main-d'œuvre et technologies) ont été mesurées à partir des indicateurs d'intrant, les conséquences immédiates et concrètes des ressources utilisées ont été évaluées en fonction des indicateurs d'effets, les résultats au niveau des bénéficiaires comme l'appropriation de l'innovation par les populations ont été cernés sur la base des indicateurs de résultat et les conséquences de ces résultats (la réalisation des objectifs globaux, en termes de développement national et de réduction de la pauvreté) ont été appréciées à l'aune des indicateurs d'impact.

2.2- Genre, économies locales et préservation des écosystèmes dans les communes de l'Atacora

Les six (06) communes de l'Atacora que sont : Boukoubé, Matéri, Tanguiéta, Natitingou, Kouandé et Kérou qui disposent des unités de transformations de riz ont été prises en compte.

La filière riz dans l'Atacora a connu un certain essor, du fait des investissements de nombreuses structures. Cette filière est selon le Ministère de l'Agriculture, la filière locomotive au niveau de ce pôle agricole 3. Ainsi, les projets comme PASA, Pro-Agri, FAFA, FAIA, FAFA et ProFI ont permis l'aménagement des bas-fonds, la mise en place d'une vingtaine de mini-rizeries et la mise en place d'une trentaine de décortiqueuses. Cette remarquable innovation dans la production du riz s'est accompagné de nombreuses conséquences négatives pour l'environnement. La pollution environnementale par les résidus issus de la transformation du riz constitue de nouvelles charges pour les collectivités territoriales. Ainsi, au niveau de l'étuvage du riz, trois grands problèmes se dégagent : les problèmes d'assainissement dû à la gestion des déchets issus de la transformation du riz (près de 1000 tonnes de déchets produits par an), la pression exercée sur les forêts et le parc de la Pendjari, du fait de la dépendance de cette transformation au bois comme combustible (près de 36000 tonnes de bois nécessaires pour étuver en moyenne 20000 tonnes de paddy par an) et les problèmes de santé des transformatrices exposées

à la fumée produite par la combustion du bois et la poussière libérée par les balles de riz (problèmes oculaires, maladies respiratoires). Outre les problèmes environnementaux, éco-systémiques et sanitaires, l'inexistence de certaines infrastructures pour la transformation du riz dans ces communes limite l'amélioration des revenus des transformatrices. Ainsi, dans toutes les communes du département, on note l'inexistence d'aires de séchage appropriées, l'absence des hangars d'étuvage à Matéri, Tanguiéta, Kouandé et Kérou. Aussi, la non valorisation des balles de riz et des eaux usées issues de la transformation dans toutes ces communes et l'inexistence de forage sur les sites de transformation de Matéri, Tanguiéta, Kouandé et Kérou compromettent-elles les résultats escomptés et l'autonomisation des femmes. Tout ceci crée un cercle vicieux qui s'installe avec la dégradation des ressources naturelles entraînant la pauvreté qui elle-même entraîne des pratiques de plus en plus agressives et de moins en moins adaptées à ces milieux. Devant cette situation qui met le développement durable à l'épreuve des faits, il faut changer de paradigme. Il s'agit de développer des stratégies communautaires de renforcement de capacités en technologies.

2.3- Autonomisation des femmes et articulation entre moyens financiers, transfert de technologies et renforcement de capacités

L'autonomisation des femmes est un processus par le biais duquel la vie des femmes est transformée, d'une situation dans laquelle elles ont des pouvoirs limités en raison des obstacles liés aux inégalités entre femmes et hommes à une situation dans laquelle elles disposent des mêmes pouvoirs que les hommes. Les aspects économiques, sociaux, personnels et politiques de l'autonomisation des femmes sont liés : un changement positif dans l'un des aspects de la vie des femmes ne peut être durable sans avancée dans les autres domaines.

La formation des femmes à l'étuvage du riz, à la fabrication des briquettes et à leur commercialisation est un moyen de renforcement des capacités des femmes transformatrices à la gestion du cycle de vie du projet. D'autre part, elle améliore la capacité d'adaptation des agricultrices aux effets néfastes des changements climatiques. Leur résilience aux chocs climatiques repose sur la diversification des sources de revenus, réduisant ainsi leur indépendance à l'agriculture pluviale. La plantation des arbres et des espèces améliorantes réduit la déforestation aveugle et contribue également à l'atténuation du changement climatique. Ainsi, la filière riz emploie une main d'œuvre diversifiée. Les hommes y sont présents autant que les femmes.

Néanmoins, toute une partie de cette filière n'utilise que la main d'œuvre féminine manuelle. C'est le cas de l'étuvage où les femmes sont présentes à trois niveaux : la production, la transformation et la commercialisation. S'agissant de la transformation du riz, on retrouve essentiellement les femmes. L'impact genre réside dans la promotion volontaire de l'égalité des chances dans l'apprentissage des nouvelles technologies d'étuvage de riz. Les alternatives de procédés de transformation du riz et de fabrication des briquettes visent à réduire la pénibilité des tâches, améliorer la sûreté et la sécurité, en priorisant les opérations dangereuses souvent dévolues aux femmes. Il s'agit, entre autres, de faciliter le transport des déchets issus de la transformation du riz. Au total, l'on note 56 groupements de femmes transformatrices qui regroupent 1670 femmes dans les six localités touchées par le projet. La figure 1 fait le point des catégories d'acteurs touchés par le projet.

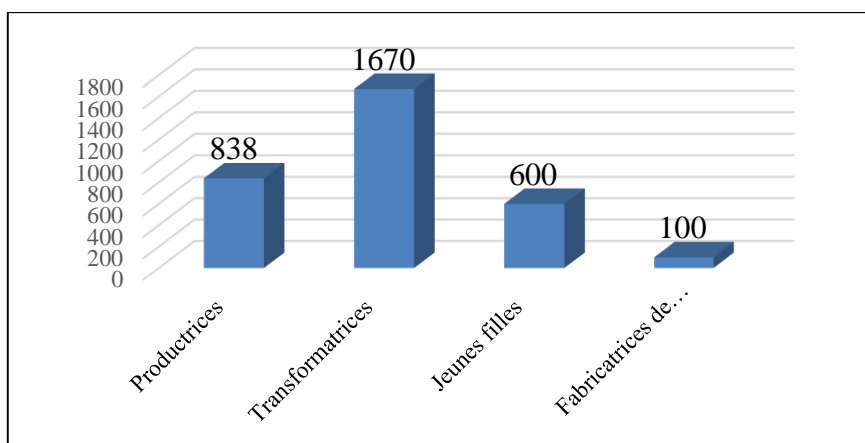


Figure 1 : Catégories d'acteurs touchés par ce projet
Source : Données de terrain, 2019

Les données empiriques ci-dessus montrent la nécessité d'assurer une gestion intégrée avant la mise à l'échelle du projet qui touchera dans la filière riz, 1670 transformatrices de riz et 838 productrices de riz, 600 jeunes filles et les femmes actives dans la fabrication du charbon de bois dont le nombre est évalué à près d'une centaine afin d'assurer leur mise en relation avec les femmes étuveuses productrices de bio-charbon.

En somme, la mise à l'échelle de cette innovation relative à l'étuvage du riz, à la fabrication des briquettes à partir des résidus des balles de riz et leur commercialisation assure l'autonomisation des femmes. Par

ailleurs, elle réduirait la dépendance aux combustibles fossiles, sources de dégradation des écosystèmes.

2.4- Impacts de la transformation du riz sur les collectivités territoriales

La filière riz, compte tenu de son accroissement ces dernières années, impacte plus l'économie locale. La gestion intégrée des balles de riz influence aussi les conditions de vie des populations sur plusieurs plans.

2.4.1- Au niveau économique

La figure 2 donne un aperçu de l'évolution des coûts de transformation du riz avec l'utilisation du bio-charbon

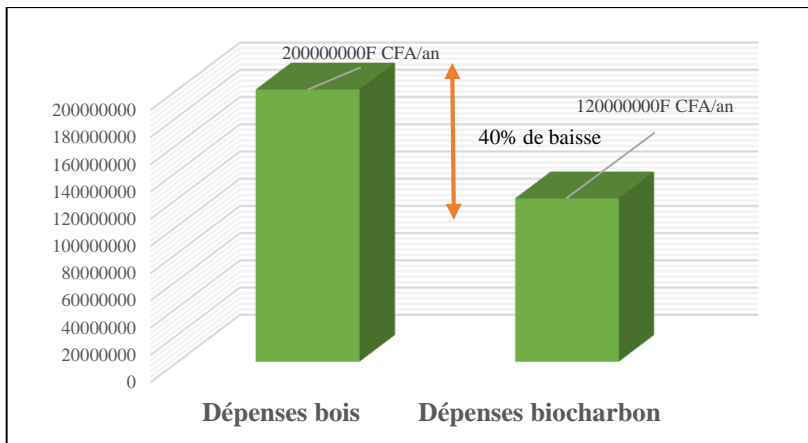


Figure 2 : Evaluation du coût de transformation du riz avec le bois de chauffe et le bio-charbon

Source : Données de terrain, 2019

Cette figure 2 laisse percevoir une réduction du coût de production lors de la transformation du riz, car il faut 120 000 000 FCFA de bio-charbon contre 200 000 000 FCFA en achat de bois de chauffe pour l'étuvage de 20 000 tonnes de riz par an. Ces statistiques devraient être analysées et prise en compte dans les orientations stratégiques des collectivités territoriales des communes concernées en vue de créer une filière semi-artisanale pour la production du bio-charbon et par ricochet des emplois aux hommes et aux femmes. L'estimation directe du secteur agricole sur l'économie locale reste difficile à appréhender. Néanmoins, l'agriculture reste dans toutes les communes de l'Atacora, la première activité menée par les populations. De plus, la filière riz

reste la première à Boukoubé, Matéri et Tanguiéta et la deuxième à Kérou, Kouandé et Péhunco. A tous les niveaux, les taxes sont collectées par les agents communaux et servent à l'aménagement des pistes rurales.

2.4.2- Au niveau social

Sur le plan social, il y a la promotion du maraichage biologique au niveau des sites d'étuvage pour assurer la sécurité alimentaire, la réduction des difficultés de travail et des fumées lors de la cuisson et la facilitation des conditions d'étude des élèves, du fait de l'existence des lampes solaires au niveau des foyers. Le projet a aussi permis d'introduire dans ces localités, la production de briquettes/bio-charbon, de biochar et des foyers écolo Sourou. La production de briquettes/bio-charbon permettra sur deux ans, le recyclage de 3000 tonnes de balles de riz autour des unités de décorticage, le remplacement du bois avec zéro bois utilisé pour l'étuvage du riz et, de ce fait, la réduction de la pression sur les forêts. La production du biochar permettra sur deux ans, le recyclage de 120 tonnes de balles de riz et la fertilisation des champs rizicoles. L'introduction des foyers écolo Sourou réduira dans ces localités, la pression exercée sur les forêts, mais aussi améliorera la santé des femmes lors des travaux à la cuisine, en limitant la production de fumées.

Toutes ces innovations et leurs effets ont des impacts qui améliorent les conditions de vie des populations de ces localités, surtout des femmes, puisqu'elles sont les plus nombreuses à intervenir dans cette filière.

2.4.3- Au niveau environnemental

Sur le plan environnemental et sanitaire, l'on assiste à la réduction de la quantité de déchets produits lors du processus de transformation des produits agricoles, la réduction de la consommation de bois-énergie (charbon de bois) comme combustible, qui réduit ainsi la pression exercée sur les ressources forestières et évite les coûts de reboisement, le recyclage de ces balles de riz pour la fabrication de briquettes et donc une nouvelle source de matière première (revalorisation des déchets) et la réduction des risques d'infections respiratoires des femmes transformatrices des produits agricoles.

2.5- Le genre : entre innovation technologique et autonomisation économique

Le rôle et l'image des femmes en milieu rural dans les pays du Sud oscillent aujourd'hui entre les figures d'« actrices » engagées dans la recherche de solutions face aux crises environnementales, de « prédatrices » de la nature et de « victimes » de la dégradation de l'environnement. Dans la plupart des sociétés, les rôles des femmes rentrent dans trois catégories : travaux productifs (production de biens de consommation ou obtention de revenus pour des travaux effectués au foyer ou à l'extérieur), travaux familiaux (rôle de mères et travaux domestiques ou ménagers) et gestion communautaire (travaux et responsabilités au niveau de la communauté). Les femmes doivent établir un équilibre entre ces trois rôles différents et doivent recevoir une reconnaissance pour leurs contributions (CEDPA, 1997 : p. 23). Evaluer le genre nécessite l'utilisation d'indicateurs, et il convient de prendre connaissance des indicateurs tant au niveau international, national que local. Une analyse genre peut être décrite comme l'étude des différences de condition, de besoins, de participation, d'accès aux ressources et au développement, de contrôle des biens, de pouvoir de décision, etc., entre les femmes et les hommes dans les rôles sociaux qui leur sont assignés (O. Akpaka, 2007 : p. 10). Selon le PNUD (2007 : p. 16), les rapports sociaux et en particulier les rapports entre les hommes et les femmes sont au cœur de l'analyse de Genre : la transformation des rapports inégaux de genre et l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes sont des conditions essentielles au développement social et économique de toutes les sociétés. Elle repose sur l'analyse et la remise en cause des processus qui différencient et hiérarchisent les individus en fonction de leur sexe. Avant d'appliquer ce modèle d'analyse à la gestion des déchets, il importe de souligner que les déchets sont, selon la Loi-Cadre sur l'Environnement en République du Bénin du 12 février 1999 (article 66), « tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, ou tout bien meuble abandonné ou destiné à l'abandon. » Cependant, pour Y. Pesqueux (2016 : p. 2), « la perception et la relation que nous avons par rapport au déchet dépend du contexte social, économique et culturel. De plus, le déchet est lié aux moyens mis en place à un lieu et à un moment donné pour s'en débarrasser ». Trop d'ambiguïtés subsistent quant à la définition précise des différents critères déterminant le statut de déchet. Les opportunités que présentent les déchets issus des balles de riz montrent à maints égards que la maîtrise des technologies de transformations constitue un levier pour une riziculture de développement pour quatre raisons :

préservation de la santé des femmes transformatrices, améliorations de leurs revenus, adoption de pratiques agricoles durables, contribution à l'économie locale. Autant la variabilité climatique fait chuter la production agricole et les impôts locaux, compromettant de ce fait l'autonomisation des femmes, autant les innovations technologiques sont susceptibles de dynamiser l'économie locale. L'innovation étant considérée comme « toute greffe de techniques, de savoirs ou de modes d'organisation inédits (en général sous formes d'adaptations locales à partir d'emprunts ou d'importations) sur des techniques, savoirs et modes d'organisation en place » (J.-P. Olivier de Sardan, 1995 : p.78). Dans les localités rurales, « quelque 2 milliards de personnes dépendent ainsi entièrement des énergies traditionnelles : de bois pour se nourrir et se chauffer, avec un impact important sur la santé et la déforestation ; de bougies et de lampes à pétrole qui coûtent cher, éclairent mal, et dégagent des fumées toxiques ; de piles pour les lampes torches, la radio ou la télévision, qui coûtent également très cher au regard de l'énergie fournie et dont les déchets sont particulièrement nocifs pour l'environnement » (ARENE, 2007 : p. 5). Tout ceci montre bien l'ancrage indispensable entre les ressources naturelles et économiques, les pouvoirs politiques et les valorisations sociales qui sont distribués de manière inégale. Ils rejoignent la position de (H. Guétat-Bernard et M. Saussey, 2014, p. 112) sur les modalités et les variables relative à la répartition des ressources qui devraient tenir compte des contextes, des sociétés et des milieux. Les enjeux de développement (agro-biodiversité, alimentation, accès aux organisations collectives, adaptation aux changements environnementaux) portent sur deux changements majeurs : les nouveaux rapports à l'économie marchande et donc à la mobilisation d'argent, et les nouvelles mobilités spatiales qu'elles expérimentent dans les liens au monde urbain. Cette analyse illustre bien les caractéristiques des localités étudiées dont plus de la moitié de leur population sont des femmes, avec des ménages agricoles qui représentent plus de la moitié des ménages sauf pour la commune de Natitingou et plus de la moitié des femmes de ces localités sont dans des ménages agricoles (INSAE, 2013 : p. 22).

Ignorée, invisible, la question du genre reste cachée sous le développement. Et pourtant, comprendre le développement n'est pas possible sans une perspective de genre. Il faut chercher à comprendre en quoi et comment le genre se positionne par rapport au développement. En effet, le genre permet de comprendre la construction historique, sociale et culturelle des différences et des

inégalités. Il offre des outils pour une analyse critique du système capitaliste globalisé. Le genre, inscrit dans le féminisme, permet aux catégories dominées et marginalisées, en particulier les femmes mais pas seulement, de faire entendre leurs voix (C. Verschuur et *al*, 2015 : p. 27). Dans le contexte actuel de crise globale et d'accroissement des inégalités, la solution genre réside donc dans le renouvellement de la pensée sur le développement, pour agir autrement.

2.6- Nécessité d'un plan d'action pour l'égalité des sexes

La méthodologie de l'approche genre implique une démarche résolument participative, créant les meilleures conditions pour une participation réelle des femmes (Association Adéquations, 2016 : p. 2). Mais, les évaluations sensibles au genre s'avèrent difficile du fait que les instruments de mesure et les données permettant l'évaluation sont limités et mal utilisés (E. Esplen et E. Bell, 2007 : p. 1). De plus, certains aspects des inégalités hommes-femmes sont particulièrement laborieuses à mesurer comme la dimension genre de la pauvreté et l'émancipation des femmes qui révèlent un manque crucial d'indicateurs pour mesurer les résultats et les impacts de l'intégration du genre dans les projets de développement (A. Moser, 2007 : p. 2). L'élaboration d'un plan d'action en faveur de l'égalité des sexes qui préciserait les domaines prioritaires, les activités et indicateurs essentiels, les échéances, les principaux responsables et les acteurs clés est indispensable pour assurer le leadership féminin et la promotion des objectifs de développement durable en Afrique francophone. L'initiative devra donner une indication des ressources nécessaires pour chaque activité, fournir des détails sur le processus d'examen et de suivi d'un tel plan. En intégrant le genre dans les initiatives de développement, ce plan d'action devrait prendre en compte les politiques climatiques en favorisant l'égalité des sexes, qui doivent encore être renforcées dans toutes les activités relatives à l'adaptation et à l'atténuation. En insistant sur les moyens de mise en œuvre correspondants (financement, mise au point et transfert de technologie et renforcement des capacités), il facilite la prise de décisions dans sa mise en œuvre. Il s'agit de reconnaître qu'il faut que les femmes soient représentées dans tous les aspects du processus de décisions et que le souci de l'égalité des sexes soit systématiquement pris en compte au moyen de tous les objectifs et cibles qui s'y prêtent dans les activités qui contribueront à en accroître l'efficacité genre. Les activités visées par le plan d'action sont plus ou moins mesurables et les degrés de priorité différents peuvent être accordés à certaines mesures en fonction de la nature et de l'ampleur des politiques mises en œuvre et

des capacités des pays. Ce changement de paradigme est susceptible de promouvoir des transitions vers des économies soutenables et locales, qui intègrent la justice de genre en proposant des emplois décents pour toutes et tous, en distribuant les ressources et le pouvoir équitablement.

Les recherches du Women Engage for a Common Future (WECF) montrent que les femmes ont une empreinte carbone moins importante que les hommes, qu'elles tendent à préférer de manière significative les technologies sûres et à éviter les solutions à risques élevés. Toutefois, cette considération doit être relativisée, lorsque nous intégrons la variable ethnique dans l'analyse genre. L'on pourrait continuer en soulignant que les femmes sont encore sous représentées dans les politiques d'atténuation au changement climatique. Or, en ignorant la dimension genre, les actions d'atténuation excluent les bénéfiques durables pour les communautés et peuvent exacerber les inégalités genre existantes. Dans cette perspective, seules 33% des contributions prévues déterminées au niveau national intègrent de manière explicite une dimension genre, rendant les engagements dépendants des financements (WECF, 2018 : p. 35).

Conclusion

Au regard des résultats, établir des protections pour l'égalité genre, l'intégrité environnementale grâce à l'implication participative des femmes est un impératif pour la réussite des projets. Il s'agit d'une reconnaissance des savoirs traditionnels sur lesquels viennent se greffer les innovations technologiques mise en œuvre au niveau local par les femmes au sein de leurs communautés. Mais, l'on ne saurait se limiter à ces résultats. Il faut aller au-delà pour garantir le partage des compétences, le renforcement des capacités et les opportunités d'apprentissage pour toutes les femmes dans les domaines de développement et du transfert des technologies climatiques. La mise en place de ce cadre technologique impliquerait les femmes de manière active et constituerait une garantie pour s'assurer que les technologies utilisées intègrent le genre écologiquement et socialement.

Étant donné que la plupart des interventions en faveur des populations locales sont encadrées par des autorités régionales et des organisations de la société civile, il est indispensable de nouer des partenariats avec ces entités pour mobiliser les femmes sur le terrain. Il convient aussi d'établir des alliances avec les autorités nationales et régionales

chargées de l'élaboration des politiques puisque ces questions ressortent aussi les liens avec d'autres thématiques transversales telles que la santé, l'eau, l'assainissement, la consolidation de la paix et les contraintes en matière de gestion des ressources. Les collectivités territoriales rechercheront, avec les experts, les partenaires au développement et des acteurs compétents du secteur public et du secteur privé, des partenariats susceptibles d'aider les femmes et les filles à accéder aux ressources financières afin de garantir leur autonomie et une faible consommation des ressources naturelles de façon sûre, abordable et soutenable. Un plan d'action assorti d'objectifs détaillés sur l'autonomisation des femmes, qui compléterait la politique relative au plaidoyer concernant la question du genre, face aux inégalités subies par les femmes, qui les empêchent largement d'agir efficacement pour le changement dans le contexte de la mise en œuvre des projets, contribuerait à la réalisation des objectifs de développement durable et les résultats obtenus peuvent être partagés, diffusés et mis à l'échelle pour bénéficier à plus de localités.

Références bibliographiques

Akpaka Odile, 2007, *Analyse genre du programme de coopération Côte d'Ivoire - Unicef (2003-2007)*, Côte d'Ivoire, 70 p.

ARENE, 2007, *Accès aux services de l'électricité : Energies locales & développement rural*, 2007, 32 p.

Association Adéquations, 2016, *Définitions de l'approche de genre et genre & développement*, 11 p.

Association Adéquations, 2016, *Définitions de l'approche de genre et genre & développement*, 11 p.

BAD, 2015, *Autonomiser les femmes africaines : Plan d'action, Indice de l'égalité du genre en Afrique*, 42 p.

CEDPA, 1997, *Genre et développement : Série de manuels de formation CEDPA*, Volume III, Washington, 116 p.

Centre internationale de formation de l'OIT, 2013, *Module de formation : Introduction au thème genre et développement*, Turin, 42 p.

Drainville, Isabelle, 2001, *La contribution du modèle coopératif au développement durable axé sur le genre : le cas des coopératives féminines d'extraction et de commercialisation d'huile d'arganier au Maroc*, Université de Sherbrooke, 150 p.

Esplen Emily et Bell Emma, 2007, *Genre et indicateurs : boîte à outils*, PNUD, 70 p.

Guétat-Bernard Hélène et Saussey Magalie, 2014, *Genre et savoirs: Pratiques et innovations rurales au Sud*, IRD, À travers champs, 290 p.

INSAE, 2013, *Principaux indicateurs socio démographiques et économiques (RGPH4)*, Cotonou, 27 p.

Le Monde selon les femmes, 2015, *Référentiel pour les formatrices et les formateurs en genre et développement*, Bruxelles, Belgique, 60 p.

Moser Annalise, 2007, *Genre et indicateurs: Panorama*, PNUD, 66p.

Olivier de Sardan Jean-Pierre, 1995, *Anthropologie et Développement : Essai en socio-anthropologie du changement social*, Karthala, 244 p.

Pesqueux Yvon, 2016, *Le déchet*, UCAD, Sénégal, 11 p.

PNUD, 2007, *Guide pour l'institutionnalisation de l'Approche Genre*, Alger, Algérie, 92 p.

UNESCO, 2008, *Théorie du genre : Module 1 – Licence L1*, Paris, France, 43 p.

Verschuur Chirstine, Guerin Isabelle et Guétat-bernard Hélène, 2015, *Sous le développement, le genre*, IRD, Objectifs Suds, 462 p.

WECF, 2018, *Solutions Genre et Climat*, 4^{ème} édition, 69 p.

NOTE A L'INTENTION DES CONTRIBUTEURS

DEZAN est la revue scientifique du Département de Sociologie-Anthropologie de la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin. De sa dénomination «dézan» signifiant «rameau» en langue béninoise «fɔngbé», elle est représentative de la symbolique du changement social en culture africaine. De ce fait, la **Revue DEZAN** se donne pour vocation première de contribuer à une configuration décloisonnée des sciences de l'homme et de la société, pour une synergie transversale et holistique génératrice d'une interdisciplinarité plus fertile à un développement convergent où l'endogène et l'exogène sont en parfaite cohésion. Elle paraît au rythme de deux numéros par an. Les articles y sont rédigés en français, anglais, allemand, ou en langues nationales africaines.

Le comité de lecture est habilité à accepter pour publication ou non les articles soumis. Chaque article est résumé en une page au plus assorti de cinq mots clés du travail. Le manuscrit de 20 pages au plus est soumis en exemplaire original, recto seulement, saisi à l'intérieur d'un cadre de frappe 21 x 29,7; police Times New Roman, point 12, interligne 1,5. Il est accompagné d'un CD-RW ou d'une clé USB comprenant les données. Chaque auteur est appelé à donner son adresse électronique et son institution d'attache. Les cartes et les croquis sont scannés et notées de façon consécutive.

L'usage de l'Alphabet Phonétique International pour transcrire les termes en langues nationales est vivement conseillé. Les références bibliographiques dans le texte sont faites selon l'approche Van Couver ou Harvard dans une parfaite harmonie selon le choix de l'auteur. Chaque auteur apporte une participation de **30.000F**.



ISSN 1840-717-X DU 4ème trimestre
Dépôt Légal N°6378 du 4ème trimestre

Impression : Centre des Publications Universitaires
(Université d'Abomey-Calavi) Tél. : (00229) 95 91 57 61
République du Bénin